



**PRÉFET  
DE LA MEUSE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat Général**

**Arrêté préfectoral complémentaire n°2025 – 2536 du 19 décembre 2025  
relatif au classement ICPE de la société HUOT ROBINETTERIE sur son site de Saint-Mihiel**

**Le Préfet de la Meuse,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

**Vu** le Code de l'environnement ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**Vu** le décret du 15 février 2023 portant nomination de M. Xavier DELARUE, Préfet de la Meuse ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2025-2057 du 10 octobre 2025 accordant délégation de signature à M. Christian ROBBE-GRILLET, Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation n°3420 du 10 août 1981, modifié, autorisant les activités de la société HUOT ROBINETTERIE sur son site de Saint-Mihiel ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2011-2360 du 10 novembre 2011 relatif à l'aménagement et à l'exploitation d'un nouveau bâtiment de stockage de pièces détachées et produits finis, dénommé halle de stockage sur le site de la société HUOT ROBINETTERIE à Saint-Mihiel ;

**Vu** la notification de l'arrêt de certaines activités du site de la société HUOT ROBINETTERIE à Saint-Mihiel, portée à la connaissance du Préfet de la Meuse le 30 juin 2014 ;

**Vu** le dossier relatif à la mise à jour des activités du site de la société HUOT ROBINETTERIE à Saint-Mihiel au regard de la nomenclature ICPE en date du 22 mai 2015, complété en dernier lieu par le dossier du 25 juin 2024 ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand-Est, référencé EK/492-2025, en date du 4 septembre 2025 ;

**Vu** le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance du demandeur le 20 octobre 2025 ;

**Vu** les observations transmises par la société HUOT ROBINETTERIE en date du 10 octobre 2025, complétées par le courriel du 7 novembre 2025 par lesquelles l'exploitant notifie la cessation de ses activités au titre des rubriques 2552-2 (fonderie) et 2563 (nettoyage dégraissage[...]) de la nomenclature ICPE ;

**Vu** le second projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance du demandeur le 27 novembre 2025 ;

**Vu** l'absence d'observations du pétitionnaire sur le second projet d'arrêté préfectoral ;

.../...

**Considérant** que la mise à jour des activités du site proposée par l'exploitant au regard des critères mentionnés à l'article R. 181-46 et à l'annexe de l'article R. 122-3-1 du Code de l'environnement, dans le contexte environnemental et au vu des incidences décrites par l'exploitant dans son dossier, ne justifient pas de soumettre le projet à une nouvelle procédure d'autorisation environnementale ;

**Considérant** que les dispositions prescrites par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°3420 du 10 août 1981 modifié, dont les dispositions du présent arrêté ainsi que les dispositions des différents arrêtés ministériels applicables à la société HUOT ROBINETTERIE à Saint-Mihiel, permettent de garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

**Considérant** que l'exploitant est tenu de mettre en œuvre les dispositions des articles R.512-39 et suivants du Code de l'environnement pour la cessation de ses activités classées au titre des rubriques 2552-2 (fonderie) et 2563 (nettoyage dégraissage[...]) de la nomenclature ICPE ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Meuse,

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> : Bénéficiaire et portée de l'arrêté

Les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°3420 du 10 août 1981 modifié, autorisant les activités de la société HUOT ROBINETTERIE sur son site de Saint-Mihiel, 2 rue de la Marsoupe, sont complétées et modifiées par les prescriptions du présent arrêté.

### Article 2 : Liste des activités autorisées

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°3420 du 10 août 1981 modifié, sont remplacées par les dispositions du présent article.

La société HUOT ROBINETTERIE est autorisée à exploiter sur le territoire de la ville de Saint-Mihiel, 2 rue de la Marsoupe, les installations classées suivantes :

Rubrique	Activité	Capacité maximale actuelle	
2566-1	Nettoyage, décapage des métaux par traitement thermique 1. La capacité étant : a) supérieure à 2 000 l (A)	Four à pyrolyse d'un volume de 10,6 m <sup>3</sup>	A
2560-1	Travail mécanique des métaux et alliages 1. Puissance totale supérieure à 1 000 kW (E)	Puissance totale 3 137 kW	E
2575	Emploi de matières abrasives La puissance étant supérieure à 20 kW (D)	74,75 kW	D
2663-2-b	Stockage de pneumatiques et produits composés d'au moins 50 % de polymères 2.b Supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup> mais inférieur à 10 000 m <sup>3</sup>	Volume susceptible d'être stocké 3 404 m <sup>3</sup>	D
2910-A-2	Installation de combustion A.2 supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	Puissance totale de 3,219 MW	DC
2940-3	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. 3. Lorsque les produits mis en œuvre sont des poudres à base de résines organiques : b) Supérieure à 20 kg/j, mais inférieure ou égale à 200 kg/j	100 kg/j	DC

### **Article 3 : Refroidissement par circuit d'eau**

L'exploitant transmet au préfet, **dans un délai maximal de 12 mois** à compter de la notification du présent arrêté, une étude technico-économique concernant la réfrigération de ses installations. Il sera étudié la réduction de la consommation d'eau et la mise en conformité, en particulier, le refroidissement en circuit fermé et le rejet dans les eaux de surface ainsi

L'étude conclura sur les actions à mener et un planning de travaux.

### **Article 4 : Rejets dans l'air**

#### **Article 4.1 Valeurs limites de rejet par installation**

Sans préjudice des éventuelles autres dispositions, plus contraignantes, applicables à la société HUOT, les rejets atmosphériques issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes.

##### Grenailleuse

Poussières	mg/Nm <sup>3</sup>	10
	g/h	25

##### Four de pyrolyse

Poussières	mg/Nm <sup>3</sup>	10
	g/h	10
NO <sub>x</sub> , exprimés en NO <sub>2</sub>	mg/Nm <sup>3</sup>	100
	g/h	100
COVt	mg/Nm <sup>3</sup>	50
	g/h	50

##### Cabine de peinture et chaîne d'application de peinture époxy

		Cabines de peinture	Chaîne d'application de peinture époxy					
			1	2	3	5	6	7
COVt	mg/Nm³	80	50	80	50	50	50	50
	g/h	700	150	150	150	150	150	150
Poussières	mg/Nm³	10	10	10	10	10	10	10
	g/h	80	80	80	80	80	80	80

### **Article 4-2 : Surveillance des rejets dans l'air**

#### **4-2-1 Surveillance pérenne**

L'exploitant fait procéder, chaque année, à une analyse de l'ensemble de ses rejets atmosphériques sur les polluants réglementés, par un laboratoire agréé. La première analyse est réalisée et transmise à l'inspection **dans un délai maximal de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté**.

Il tient les résultats à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **4-2-2 Contrôle ponctuel des COV**

L'exploitant réalise et transmet à l'inspection des installations classées, **dans un délai maximal de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté**, une étude de caractérisation en concentration et en flux des COV émis dans l'air par sa cabine de peinture et sa chaîne d'application de peinture époxy. Les COV à rechercher sont au minimum ceux listés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 et tout autre COV à risque susceptible d'être utilisé dans ces installations.

#### **Article 5 : Défense incendie**

L'article 2.7 – Moyens de lutte contre l'incendie de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2011-2360 du 10 novembre 2011 est complété par les dispositions du présent article.

Le site dispose d'une réserve d'eau de 120 m<sup>3</sup> ainsi que d'un RIA au niveau de l'atelier fonte.

#### **Article 6 : Cessation des activités classées au titre des rubriques 2552-2 (fonderie) et 2563 (nettoyage-dégraissage [...])**

L'exploitant est tenu de mettre en œuvre l'ensemble des dispositions des articles R.512-39 et suivants du Code de l'environnement pour la cessation de ses activités classées au titre des rubriques 2552-2 et 2563 de la nomenclature ICPE (notamment la demande éventuelle de report de la réhabilitation, les opérations de détermination de l'usage futur et le calendrier associé, ainsi que la transmission à l'inspection de l'attestation prévue à l'article R 512-39-1 du Code de l'environnement) dans un délai maximal de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

#### **Article 7 : Publication**

Une copie de cette décision est déposée à la mairie de Saint-Mihiel et peut y être consultée. Elle y fait l'objet d'un affichage pendant une durée minimale d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du Maire.

L'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Meuse pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **Article 8 : Délais et voies de recours**

En application de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, la présente décision est contestable devant le Tribunal administratif de Nancy, 5 place de la Carrière, CO 20038, 54036 NANCY Cédex – Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives, ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

#### **Article 9 : Obligation de notification de recours**

Conformément aux dispositions de l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision ainsi qu'à son bénéficiaire mentionné à l'article 1<sup>er</sup>, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans le délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

#### **Article 10 : Exécution et information**

Le Secrétaire Général de la préfecture de la Meuse, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand-Est et le Maire de Saint-Mihiel sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée, à titre de notification, à la société HUOT ROBINETTERIE et, à titre d'information, au Directeur du service départemental d'incendie et de secours de la Meuse, au Directeur départemental des territoires de la Meuse (service environnement), à la Directrice de l'agence régionale de santé (délégation territoriale de la Meuse) ainsi qu'au Sous-Préfet de l'arrondissement de Commercy.

Pour le Préfet, et par délégation,  
Le Secrétaire Général de la préfecture



Christian ROBBE-GRILLET

